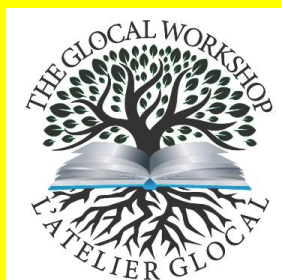


LIVRE LIBRE DE L'ATELIER GLOCAL

**FAUSTO GIUDICE
FRANÇOIS VADROT
LUIS CASADO**

ARGENTINE, LABORATOIRE ET MIROIR DU MONDE

*Comment transformer un peuple
carnivore en végétariens transgéniques*



“Je ne crains pas ceux de l'extérieur qui veulent nous acheter, mais ceux de l'intérieur qui veulent nous vendre...”

Arturo Umberto Illia (1900-1983), président argentin renversé par les militaires en 1966

“ Sur le territoire le plus riche de la planète vit un peuple pauvre, mal nourri et payé avec des salaires de misère. Tant que nous Argentins n’aurons pas récupéré pour la nation et le peuple la maîtrise de nos richesses, nous ne serons ni une nation souveraine ni un peuple heureux. ”

Arturo Jauretche (1901-74)

COLLECTION « ERGA OMNES »

La collection « erga omnes » est ainsi intitulée en l'honneur des esclaves révoltés de la Rome antique, guidés par Spartacus, dont c'était la devise, qui signifie en latin « pour tou·tes »

The Glocal Workshop/L'Atelier Glocal, novembre 2025

<https://glocalworkshop.com>

Mots-clé : Argentine, Banque mondiale, Brésil, Chine, Contre-insurrection financière, Dette odieuse, Dollarisation, Fausto Giudice, FMI, François Vadrot, Javier Milei, Laboratoire néolibéral, Libertarisme, Luis Casado, Marché roi, Marchés mondiaux, OGM, Pauvreté, Soja, USA, Viande bovine, Vietnam

Classification Dewey : 982 – 304.23 -973.9 – 951 – 332.1 – 636.2 – 336.34 – 337 - 339.46

COPYLEFT



On trouvera dans ce recueil trois articles publiés en octobre et novembre 2025 sur l'involution et les enjeux de la crise catastrophique que connaît l'Argentine, ce pays qui fut le "grenier du monde" au siècle dernier et en est devenu aujourd'hui la poubelle transgénique. Autour de 18 millions d'hectares (avec des variations annuelles) -la moitié de la superficie consacrée aux "grandes cultures" - y sont consacrés à la culture de soja OGM, une céréale proprement diabolique qui "nourrit" désormais non seulement les vaches et les cochons de la moitié de la planète, à commencer par la Chine et Israël, mais, désormais, les enfants des écoles du Rio de la Plata à la Terre de Feu. Les Argentins, plus gros mangeurs de viande du monde après les Américains du Nord, ne peuvent plus se payer la viande dont ils raffolent pour leurs *asados*, version sud-américaine du barbecue ou du méchoui. 7 enfants argentins sur 10 ne mangent plus à leur faim. Javier Milei, l'homme à la tronçonneuse, n'est pas le seul responsable de cette catastrophe, il n'est que l'exécuteur des basses œuvres, au service des Yankees et de leurs affidés de la Banque mondiale et du FMI. Les Chinois jouent un rôle qui est loin d'être négligeable dans le poker menteur qui se joue sur le dos des pauvres et des appauvris. Ils ont pris au pied de la lettre la devise du camarade Deng Xiaoping : "Peu importe que le chat soit noir ou blanc, l'essentiel c'est qu'il attrape la souris". Nous sommes tous des souris argentines potentielles. Lisez et vous comprendrez.

SOMMAIRE

1. Argentine : laboratoire de la pauvreté sous tutelle américaine.....	3
2. La guerre du soja : anatomie d'une graine <i>Comment le soja, entre Chine, États-Unis et Brésil, est devenu le nerf caché du commerce mondial.....</i>	25
3. La graine, la bête et la dette <i>L'Argentine, son soja, sa viande et sa dette dans le nouvel ordre alimentaire mondial.....</i>	33



Argentine : laboratoire de la pauvreté sous tutelle américaine

Quand la politique abdique devant l'économie, quand la morale se confond avec la gestion, quand la liberté se réduit à survivre

François Vadrot, 9 octobre 2025

L'Argentine ne traverse pas une crise économique classique. Ce qui s'y joue dépasse l'inflation, les taux d'intérêt ou la dette : c'est la construction d'un modèle politique où la pauvreté devient un outil de stabilisation. En abandonnant sa monnaie, en renonçant à toute autonomie géopolitique et en épousant la doctrine libertarienne venue des États-Unis, le pays s'est transformé en laboratoire de dépendance.

La chair et la monnaie : symbole d'une nation sous tutelle

Ce texte examine la mécanique de cette tutelle et les ressorts d'une transformation que le pouvoir présente comme une réforme.

Structure de l'article

1. *Une crise fabriquée* : la reconstruction d'une dépendance sous couvert de réforme.
2. *Milei, administrateur d'un protectorat* : le pouvoir réduit à l'exécution d'un plan étranger.
3. *La pauvreté comme politique* : la misère comme instrument de stabilité.
4. *L'Argentine dans le dispositif hémisphérique* : le pays, verrou monétaire de la reconquête américaine.
5. *Le mythe de la reprise* : une anesthésie statistique présentée comme miracle économique.
6. *Une doctrine plus qu'un programme* : le libetarisme transformé en religion d'État.
7. *Le paradoxe terminal* : une liberté proclamée, mais sans pouvoir réel.
8. *La pauvreté comme architecture du futur* : l'Argentine comme modèle exportable d'un nouvel ordre post-politique.

1. Une crise fabriquée : la reconstruction d'une dépendance sous couvert de réforme

Ce que vit aujourd'hui l'Argentine n'a rien d'une catastrophe naturelle : c'est une architecture politique, une mise en scène économique planifiée. La crise n'est pas venue de l'extérieur. Elle a été fabriquée, organisée, puis administrée comme un traitement politique. Tout, dans le discours officiel, parle de « cure », de « rééducation monétaire », de « retour à la raison ». En vérité, c'est une reconstruction à rebours : on refonde le pays en le vidant de ses instruments de survie.

C'est dans ce décor de dépendance programmée que se joue l'épisode central du *mileísmo*¹.

La dollarisation n'a pas été imposée par nécessité ; elle a été offerte comme un acte de foi. Milei l'a présentée comme la seule voie de salut, l'abandon du peso étant, disait-il, la condition d'un futur stable. Mais derrière le mot « stabilité », il y avait autre chose : l'effacement. En remplaçant la monnaie nationale par celle de Washington, l'Argentine a remis à la Réserve fédérale le droit de décider du prix de son pain, du coût de son crédit, de la valeur de son travail. Elle n'a plus de volant, plus de frein, plus de levier. C'est comme si un corps avait renoncé à respirer seul pour confier son souffle à une machine.

Les conséquences se perçoivent jusque dans la vie quotidienne. Ce transfert de souveraineté n'est pas une abstraction : il s'incarne chaque matin dans les marchés de Buenos Aires, quand les vendeurs

¹ **Mileismo** : idéologie politique éclectique principalement attribuée au président argentin Javier Milei.

recalculent leurs prix selon la cotation du dollar. Là où la viande était jadis un symbole national, ancrée dans les pampas, dans la tradition, dans le repas du dimanche, elle devient un produit de luxe.

Le kilo de bœuf dépasse parfois celui de Paris. Dans un pays qui est l'un des premiers exportateurs mondiaux de viande, la population n'a plus les moyens de la consommer. Tout se vend au rythme d'une devise étrangère ; le marché local, jadis charnel et argentin, parle désormais avec l'accent froid de Wall Street.

Cette transformation est d'autant plus cruelle que le pays reste immense et jeune : 46,5 millions d'habitants en 2024, dont un tiers a moins de 25 ans. Des terres fertiles, des ressources en lithium, une position géographique stratégique : l'Argentine n'est pas un pays pauvre, mais un pays rendu pauvre. Le salaire moyen, autour de deux cent quatre-vingts euros, témoigne d'un écart abyssal entre la richesse potentielle et la réalité vécue. On le compare souvent au salaire moyen français, autour de trois mille euros : il faudrait donc dix travailleurs argentins pour atteindre la rémunération d'un employé européen. Cet écart n'est pas qu'économique, il est symbolique : il mesure la distance entre ceux qui fixent les règles et ceux qui les subissent.

Dans ce contexte, parler de « réformes » ou de « plans de stabilisation » relève du mensonge. L'Argentine n'a pas été sauvée de la faillite : elle a été transformée en maquette, en terrain d'expérimentation pour une nouvelle forme de dépendance. Les États-Unis n'ont pas eu besoin d'imposer des bases militaires : ils ont installé un contrôle invisible, monétaire et idéologique, qui agit depuis les écrans de la Fed. Chaque dollar qui circule dans le pays agit comme un fil de marionnette. Les élites locales, habituées à vivre entre Buenos Aires et Miami, applaudissent ; pour elles, la dollarisation est une assurance-vie. Pour la moitié du pays, c'est une camisole.

Ce que l'on appelle ici « crise » est en réalité une refonte : un passage du politique à la tutelle, du gouvernement à l'administration. L'économie argentine n'a pas implosé, on l'a reprogrammée ; on lui a ôté le droit à l'erreur comme à la respiration. Et dans ce silence, la misère se diffuse sans bruit, presque avec élégance, comme si elle faisait partie du plan.

2. Milei, administrateur d'un protectorat : le pouvoir réduit à l'exécution d'un plan étranger

On présente souvent Javier Milei comme une explosion dans le paysage politique argentin : un tribun libertarien, un homme de rupture, un électron libre. En vérité, il n'a rien d'un insurgé. C'est un administrateur zélé, un gestionnaire au service d'une orthodoxie qu'il n'a pas inventée. Son discours est enflammé, mais sa pratique relève de la soumission : il applique sans trembler les dogmes dictés par ceux qui tiennent les cordons de la dette. Milei est l'exécutant local d'un projet global : celui d'un État vidé de sa substance politique, réduit à l'exécution budgétaire et à la police des pauvres.

Sa première décision a donné le ton. À peine investi, il a renoncé à l'adhésion de l'Argentine aux BRICS, fermant la porte à la seule alternative géo-économique qui aurait pu rééquilibrer le pays. L'entrée dans ce bloc, déjà validée par le gouvernement précédent, devait offrir un accès à la Nouvelle Banque de Développement et à des crédits en yuans et en roubles, c'est-à-dire hors du circuit FMI-dollar. En s'en retirant, Milei a scellé le sort du pays : il a choisi la dépendance volontaire. Ce geste, salué à Washington comme un acte de «

responsabilité », est en réalité un abandon stratégique, une reddition diplomatique dès le premier jour.

Ce n'était pas un choix économique, mais une pièce d'un échiquier bien plus large. Les États-Unis, conscients d'avoir perdu la maîtrise de la mondialisation, se recentrent sur leur hémisphère. Leur empire ne s'étend plus ; il se resserre. Et pour resserrer sans briser, il faut transformer les nations en relais idéologiques, en zones-tampons dociles. Le Venezuela, par sa résistance, appelle la force ; l'Argentine, par sa docilité, appelle la gestion. Dans cette partition, Milei n'est pas un président : il est un gouverneur, un administrateur de protectorat.

L'économie qu'il met en scène n'a pas pour but la croissance, mais la conformité. Chaque indicateur, chaque réforme, chaque coupe budgétaire vise à prouver que le pays « fait ses devoirs » ; que les Argentins peuvent souffrir proprement, en respectant les critères du FMI. Cette mise en ordre se fait au nom de la liberté, mais c'est une liberté sous tutelle, dont les bornes sont fixées ailleurs. Milei a troqué la souveraineté contre la bénédiction des marchés. Et les marchés, à leur tour, n'accordent leur bénédiction qu'à condition de ne plus voir le peuple.

Il s'est construit une image de franc-tireur, mais il n'a rien d'un rebelle : il est l'enfant parfait d'une époque où la contestation elle-même est monétisée. Son libertarisme n'est pas un cri, c'est un uniforme. Il donne un visage extravagant à une discipline de fer. Quand il tonne contre « la caste », il prépare la voie à la financiarisation intégrale de l'État ; quand il prêche la liberté individuelle, il efface le cadre collectif qui permettait encore de vivre en société. Derrière sa rhétorique de

feu, il n'y a qu'une mécanique glaciale : substituer à la souveraineté nationale un pilotage extérieur déguisé en réforme morale.

Ce que Milei orchestre, c'est une forme moderne d'occupation : sans soldats, sans canon, sans drapeau étranger. Le contrôle s'exerce par la dette, par la monnaie, par la peur de l'inflation. Et pour maintenir cette emprise, il faut un visage local, une voix qui parle la langue du peuple tout en récitant la liturgie du marché. C'est ce rôle qu'il joue, souvent avec sincérité, car il croit à ce qu'il impose. Il croit à la vertu de la douleur, au salut par la rigueur, à la purification par le choc.

Mais un pays n'est pas un organisme malade qu'on saigne pour le guérir. En se prêtant à cette mise en scène du redressement, l'Argentine ne se soigne pas : elle s'anesthésie. Son président brandit la liberté comme un scalpel, mais c'est toujours le même corps qu'on ouvre, celui du peuple. Et tandis que les capitales étrangères louent sa « courageuse discipline », les Argentins apprennent à vivre sans État, sans espoir et bientôt sans voix.

3. La pauvreté comme politique : la misère comme instrument de stabilité

La pauvreté en Argentine n'est plus un accident du système : elle devient son mécanisme central, son instrument de stabilité. Là où, jadis, la misère était un scandale, elle est désormais une variable d'ajustement, une condition de gouvernabilité. Elle rassure les investisseurs, satisfait le FMI, calme la spéculation : un peuple épuisé ne se révolte pas. Cette pauvreté-là n'est pas celle que les statistiques

mesurent, quarante, cinquante, parfois cinquante-trois pour cent selon les semestres, c'est une pauvreté plus intime, plus lente, tissée dans le tissu même du quotidien. Elle ne se compte pas : elle se vit.

Dans les banlieues de Rosario, à Córdoba, à Tucumán, des familles vivent sans eau courante, improvisant des repas de fortune, dépendant de réseaux d'entraide informels. Le salaire moyen, d'environ 280 euros, ne couvre plus qu'une fraction du panier de base. Les ménages jonglent entre trois emplois précaires, les jeunes s'expatrient, les enseignants s'endettent pour acheter des fournitures scolaires. Le marché noir du travail absorbe ce que l'économie officielle rejette. Le mot « travail » n'évoque plus la dignité, mais la survie.

À Buenos Aires, les vitrines brillent encore, les cafés sont pleins le soir, les terrasses ne désemplissent pas. Mais ces bulles d'apparence masquent une fracture qui s'élargit. La capitale vit en dollars, le pays en pesos. Dans la province de Chaco, un médecin gagne à peine de quoi payer son loyer ; dans la capitale, un consultant de multinationale touche dix fois plus. C'est cette asymétrie qu'on appelle stabilité. Ce que le pouvoir vante comme « désinflation », c'est en réalité la contraction du réel : les prix cessent de monter parce que plus personne n'achète.

Milei a trouvé dans la misère une justification morale : pour lui, la souffrance serait la preuve que le marché purifie. Chaque fermeture d'école, chaque subvention supprimée, chaque hôpital qui manque de médicaments devient un signe d'efficience. Il y a dans cette logique une cruauté froide, presque théologique. L'État doit disparaître, donc ses services doivent mourir. Le peuple doit apprendre à se passer d'aide, donc la pauvreté devient une école de vertu. Ce n'est plus une politique sociale, mais une épreuve de foi.

Le FMI, de son côté, se félicite des « progrès ». L'excédent budgétaire revient, l'inflation recule, la dette est renégociée. Les experts saluent « la responsabilité de Buenos Aires ». Ils voient dans la douleur collective un signal positif pour les marchés. Dans leurs bilans, la pauvreté n'est qu'une donnée comptable, un effet secondaire de la réforme. Pourtant, dans les rues, elle s'étale en files devant les dispensaires, en enfants malnutris, en enseignants épuisés. L'économie argentine ne saigne pas pour guérir : elle saigne pour montrer qu'elle obéit.

La pauvreté, dans ce cadre, devient un langage de gouvernement. Elle dit : « Regardez comme nous souffrons proprement. Donnez-nous encore un peu de crédit. » Elle devient l'équivalent moral d'un drapeau blanc. Et plus le pays s'enfonce, plus il peut prouver qu'il reste fidèle à la ligne. L'austérité n'est pas le moyen du redressement, elle est le redressement lui-même.

Ainsi se fabrique un paradoxe : l'Argentine, autrefois symbole d'abondance et de modernité, devient le pays où la rareté est une vertu. Le peuple apprend à s'enorgueillir de sa privation. L'élite, en dollars, contemple cette résignation comme une victoire culturelle. Et Milei, le visage illuminé, explique que tout cela est nécessaire, que la liberté, avant d'être conquise, doit être payée.

Dans les marchés, les supermarchés, les abattoirs, la viande, jadis aliment du peuple, se vend à des prix parisiens. Les Argentins regardent leurs propres produits leur échapper. Ce n'est pas une métaphore, c'est une dépossession concrète : la terre nourrit le monde, mais ne nourrit plus ceux qui la cultivent. La pauvreté a cessé d'être une faille : elle est maintenant la signature du pays.

4. L'Argentine dans le dispositif hémisphérique : le pays, verrou monétaire de la reconquête américaine

Pendant que les flottes américaines croisent au large du Venezuela et que les avions de chasse patrouillent dans le ciel des Caraïbes, l'Argentine s'est vue confier un autre rôle : celui du laboratoire du contrôle pacifié. Là-bas, au nord, la coercition s'exerce par les armes ; ici, au sud, elle s'impose par la monnaie. Les deux visages d'une même stratégie : reconstruire l'influence américaine non plus à l'échelle du monde, mais à celle de son hémisphère, ce qu'à Washington on appelle le « recentrage ». L'empire, vieillissant, se replie sur son territoire symbolique, comme un animal blessé qui protège encore sa proie.

Dans cette reconfiguration, l'Argentine tient lieu de vitrine docile, une zone de stabilité sous haute surveillance. Le Venezuela, par son entêtement, justifie la force ; l'Argentine, par sa discipline, justifie la méthode. Washington a compris que la domination militaire coûte cher et ne dure pas ; la domination monétaire, elle, se prolonge dans le silence. Elle ne nécessite ni débarquement ni traité : il suffit d'un accord de prêt, d'un réajustement des taux, d'un geste du FMI, pour qu'un gouvernement entier se plie. C'est la version douce du Plan Condor : plus de tortures, plus de coups d'État, seulement des ratios budgétaires et des tableaux Excel.

Le Brésil, lui, s'est retiré du jeu. Lula a choisi la posture de l'Inde : commercer avec tout le monde, n'obéir à personne. Ni allié, ni ennemi : indifférent. Cette neutralité blesse plus Washington que l'hostilité. Elle lui retire son pivot régional, son partenaire naturel dans la diplomatie du contrôle. Dès lors, il fallait trouver une alternative, un

point fixe au sud du continent, un pays prêt à se laisser démonter pièce par pièce pour devenir la démonstration qu'un autre modèle est possible, non pas celui du développement, mais celui de la soumission rentable.

Ce rôle, l'Argentine l'a accepté avec l'enthousiasme du converti. Milei offre à la Maison-Blanche ce que même les militaires de la dictature n'avaient jamais concédé : l'abandon de la monnaie nationale, c'est-à-dire de la souveraineté elle-même. En échange, il obtient l'adoubement médiatique, les félicitations du FMI, la promesse de stabilité. Les marchés applaudissent : le pays « se normalise ». Mais ce mot, dans le langage du capital international, signifie autre chose : il ne s'agit pas de prospérité, mais de prévisibilité. L'Argentine est désormais prévisible parce qu'elle a renoncé à sa liberté de mouvement.

Dans cette logique hémisphérique, chaque territoire doit être assigné à sa fonction. La Colombie assure la militarisation du nord, pivot des opérations contre Caracas. L'Argentine, à l'autre extrémité, garantit le verrou monétaire du sud : deux mâchoires d'un même étau. Entre les deux, une mosaïque de pays hésitants, Bolivie, Pérou, Chili, qui observent, calculent, se taisent. L'Amérique latine n'est plus un bloc, mais un damier.

Cette recomposition s'accompagne d'un récit, et c'est peut-être là la dimension la plus subtile du dispositif. Le peuple argentin n'est plus seulement invité à souffrir, il est invité à croire. Croire qu'il fait partie d'un plan plus vaste, qu'en acceptant les sacrifices, il redeviendra « digne de la civilisation occidentale ». La pauvreté devient patriotique, la rigueur se mue en vertu morale. On appelle cela « retrouver la crédibilité ». Dans les discours officiels, chaque statistique devient un

argument de fierté : moins de dépenses publiques, plus de confiance des marchés ; moins d'État, plus de reconnaissance internationale.

Mais ce théâtre de la vertu ne trompe personne. Les Argentins le savent : leur pays n'est pas gouverné depuis la Casa Rosada², mais depuis les salles de réunion de Washington. L'économie s'y décide à huit mille kilomètres de distance, et la politique se résume à valider l'inévitable. Sous la bannière de la « liberté économique », on a rétabli le principe même du protectorat. L'histoire s'écrit avec les mêmes acteurs, mais dans un décor plus propre, plus technologique, plus moralement acceptable.

Ainsi l'Argentine devient-elle le miroir inversé du Venezuela : là-bas la désobéissance, ici la conformité. Deux exemples pour un même message : quiconque s'écarte de la ligne américaine paiera le prix fort ; quiconque s'y soumet sera affamé, mais félicité.

² ***La Casa Rosada* est le palais présidentiel argentin, siège du pouvoir exécutif à Buenos Aires. Son nom signifie littéralement « la Maison rose », en raison de la couleur de sa façade.**

5. Le mythe de la reprise : une anesthésie statistique présentée comme miracle économique

Il suffit de lire les communiqués du FMI ou les titres des journaux économiques pour mesurer à quel point le langage s'est inversé. Ce qu'on appelait autrefois une crise s'appelle désormais une « reprise ». La pauvreté n'est plus un symptôme de l'échec, mais la preuve que les réformes fonctionnent. On parle de « retour à la stabilité », de « discipline retrouvée », de « responsabilité budgétaire », comme si ces mots pouvaient absorber la réalité du vide. En vérité, cette « reprise » tant vantée n'est qu'une anesthésie statistique. Les chiffres s'améliorent parce que la vie recule.

Dans les bilans, on lit que l'inflation a chuté, que le déficit a disparu, que les comptes publics reviennent à l'équilibre. Mais ce sont des colonnes abstraites, sans chair. L'inflation ralentit parce que plus personne n'achète ; le déficit se réduit parce qu'on a supprimé les subventions à l'énergie, gelé les salaires publics, fermé des hôpitaux. La fameuse « stabilisation » n'est que l'autre nom de la paralysie. Le pays ne bouge plus, donc il ne tremble plus. À l'écran, tout semble calme, mais c'est le calme d'un corps endormi, non celui d'une guérison.

Les rues de Buenos Aires racontent une autre histoire. Les files devant les banques se sont raccourcies non parce que les gens ont confiance, mais parce qu'ils n'ont plus rien à retirer. Les supermarchés sont pleins, mais silencieux : on compte, on compare, on repose. Dans les villes moyennes, les commerces ferment par grappes, remplacés par des échoppes de fortune, des services improvisés. Dans les

campagnes, les récoltes partent vers la Chine ou l'Europe ; les producteurs eux-mêmes ne consomment plus ce qu'ils cultivent. La « reprise » se lit dans les exportations, non dans les assiettes.

Pour Milei et ses conseillers, ces souffrances sont des « effets de transition », un passage obligé avant l'ère du miracle libéral. Mais ce miracle n'existe que dans les modèles mathématiques. Sur le terrain, l'économie réelle a cessé d'exister. Le tissu industriel se délite, les PME ferment, les jeunes quittent le pays, les enseignants dorment dans leurs voitures pour économiser le transport. Le pays vit en état d'austérité chronique, persuadé que sa misère est un signe de vertu.

Cette « reprise » n'a pas été pensée pour le peuple, mais pour les créanciers. Elle vise à rassurer les marchés, à restaurer la crédibilité financière du pays, non sa cohésion. L'Argentine n'est pas soignée, elle est rendue présentable. Les rapports du FMI saluent « les progrès de la réforme », les agences de notation relèvent la note du pays, les investisseurs étrangers félicitent le président pour son « courage ». Tout ce qu'ils applaudissent, c'est la capacité à faire souffrir sans vaciller.

Cette mise en scène du succès économique s'appuie sur un vieux trucage : confondre la capacité d'endurer avec la santé. On admire le pays qui tient debout, même si ses genoux saignent. On célèbre son endurance, pas sa liberté. C'est ce qui permet de transformer une nation en modèle de discipline. On dira : « regardez, ils ont souffert, mais ils ont respecté les règles. » Et ce simple fait devient une preuve de civilisation.

Mais le mythe de la reprise repose sur un mensonge plus profond encore : l'idée qu'un peuple peut vivre sans projet collectif, qu'il suffit de payer ses dettes pour exister. Ce n'est plus une économie, c'est une

morale. Le budget devient une liturgie, le déficit un péché, la rigueur une rédemption. Dans cette religion nouvelle, le peuple argentin joue le rôle du fidèle, agenouillé devant les chiffres qu'il ne comprend pas mais auxquels il doit croire.

Et pendant que l'on vante cette prétendue réussite, la vie se défait à bas bruit : la viande plus chère qu'à Paris, les salaires figés autour de 280 €, les jeunes qui rêvent d'Espagne ou du Canada. L'Argentine « reprend », dit-on, mais c'est le mot qu'on emploie quand un malade s'habitue à son traitement, pas quand il guérit.

6. Une doctrine plus qu'un programme : le libetarisme transformé en religion d'État

Ce que Milei applique n'est pas un programme politique : c'est une croyance. Une doctrine importée, peaufinée dans les laboratoires idéologiques des universités américaines, puis traduite en rituel. Chaque mesure de son gouvernement obéit à une logique quasi religieuse où l'économie tient lieu de théologie et la souffrance de sacrement. Il ne s'agit pas de gouverner, mais de purifier. L'État, accusé de tous les maux, doit être saigné jusqu'à la transparence. Et le peuple, dans cette logique, doit expier : sa dépendance, son passé, ses illusions de protection.

Le projet n'est pas de reconstruire, mais d'effacer. En supprimant les aides sociales, les subventions, les régulations, on ne cherche pas à moderniser le pays, mais à le rendre conforme au mythe du marché autorégulateur. Ce mythe, forgé par les économistes libertariens de Chicago ou de l'école autrichienne, repose sur une idée simple : la

société n'existe pas. Il n'y a que des individus rationnels, mus par leur intérêt propre, que le marché équilibre de lui-même. Ce dogme, qu'aucune réalité empirique ne confirme, devient sous Milei un acte de foi d'État. Le président ne parle pas de justice, mais d'« incitations ». Il ne parle pas de pauvreté, mais d'« allocation inefficace des ressources ». Il ne parle pas de citoyens, mais d'« agents économiques ».

Cette langue déshumanisée est son armure. Elle permet de masquer la violence des décisions sous la technicité du vocabulaire. Une coupure dans la santé devient une « réduction de dépenses courantes », une fermeture d'école, une « optimisation du réseau éducatif ». Le réel s'efface derrière les euphémismes. Le pays se vide, mais le rapport trimestriel reste impeccable. C'est une esthétique de la rigueur, où l'ordre remplace la justice et la comptabilité, la politique.

Pourtant, Milei ne feint pas : il croit sincèrement à cette doctrine. Il la vit comme une mission personnelle. Il se voit en prêtre d'une économie morale, venu délivrer l'Argentine de ses démons keynésiens. Son verbe enflammé, son visage tendu, son ton prophétique traduisent moins une posture qu'un zèle. Cette sincérité rend sa politique d'autant plus redoutable : il ne doute pas. Il croit que la destruction est une étape nécessaire, que la pauvreté est un mal passager, que la douleur du peuple est une purification collective.

Mais ce qu'il appelle « discipline » est une résignation administrée. Et ce qu'il nomme « liberté » est une abdication. Car la liberté véritable suppose des choix, et l'Argentine n'en a plus. Le pays n'imprime plus sa monnaie, ne négocie plus ses crédits, n'oriente plus ses priorités : tout se décide ailleurs, validé par un courrier du FMI ou une note d'agence. Milei se bat pour que le pays soit « crédible », mais la crédibilité n'est qu'un autre mot pour obéissance.

La doctrine qu'il prêche n'a pas besoin d'adhésion populaire, elle se nourrit de l'impuissance. Elle remplace le dialogue social par la pédagogie de la douleur. On explique au peuple qu'il doit souffrir pour guérir, se serrer la ceinture pour mériter le respect. On lui demande de transformer la privation en fierté, l'humiliation en vertu. Dans ce catéchisme économique, les riches deviennent des modèles et les pauvres, des élèves paresseux. La charité remplace la justice, la pitié, le droit.

C'est cette inversion morale qui achève de transformer l'Argentine en terrain d'expérimentation. Le pays n'est plus dirigé, il est testé. Chaque réforme est un protocole, chaque réaction sociale, un indicateur. L'État n'est plus un acteur collectif, mais un laboratoire où l'on observe la résistance du tissu social à la privation. Loin d'être une folie passagère, cette doctrine a une cohérence : elle cherche à prouver que l'on peut gouverner sans redistribuer, diriger sans intervenir, exister sans solidarité.

Mais à force de vouloir faire du pays un exemple, on l'a vidé de substance. Il ne reste que la croyance nue, cette conviction tragique que la liberté se mesure à la douleur supportée. Et dans cette liturgie comptable, Milei n'est pas un président : il est le grand prêtre d'une religion sans dieu, qui promet la prospérité au bout du supplice.

7. Le paradoxe terminal : une liberté proclamée, mais sans pouvoir réel

La promesse de Javier Milei est celle d'une liberté absolue. Il la brandit comme un étendard, comme une révélation qui laverait le pays de tous ses péchés. Mais à force d'en parler, cette liberté s'est vidée de son sens. Ce n'est plus la liberté d'un peuple qui se gouverne, mais celle d'un marché qui s'auto-alimente. C'est une liberté sans substance, sans souffle, réduite à la possibilité d'acheter ou de vendre. Dans cette Argentine rebaptisée au nom du libre-échange, on peut tout faire — sauf décider collectivement de ce qu'on veut être.

Le paradoxe est cruel : plus le président célèbre la liberté, moins le pays a de pouvoir. La dollarisation a supprimé la monnaie nationale ; la dépendance financière a supprimé la souveraineté budgétaire ; les « réformes » ont supprimé le peu de solidarité qui tenait encore la société debout. Les marges d'action se sont dissoutes dans un réseau de dépendances invisibles : la Fed dicte les rythmes, le FMI les conditions, les marchés la conduite à tenir. L'État ne gouverne plus, il exécute. Il applique des normes extérieures à des corps épuisés.

Cette contradiction traverse tout le discours de Milei. Lorsqu'il proclame : « Que chacun soit responsable de lui-même », il oublie que dans un pays où la moitié des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, l'individu seul ne peut rien. Il est libre, certes, mais libre de tomber. Libre de travailler pour trois salaires qui n'en font pas un, libre de vendre sa maison pour payer l'électricité, libre d'émigrer. Cette liberté n'est plus un droit : c'est une épreuve. Le citoyen n'est plus un acteur du destin commun ; il est un naufragé à qui l'on a rendu sa rame.

Dans les discours officiels, le mot « autonomie » revient sans cesse. On le répète comme une incantation : « L'État doit laisser les Argentins se prendre en main. » Mais l'autonomie n'a de sens que dans un cadre collectif qui protège. Sans cela, elle devient simple abandon. À San Luis ou dans les périphéries de Mendoza, on voit déjà cette « autonomie » à l'œuvre : des écoles sans professeurs, des hôpitaux sans anesthésistes, des retraités vendant des légumes sur le trottoir. C'est cela, la liberté dans le monde de Milei : la gestion individuelle du désastre.

Ce que cette idéologie accomplit, c'est une inversion complète du sens des mots. L'austérité devient responsabilité, la dépendance devient courage, la soumission devient lucidité. L'Argentine n'est pas affranchie, elle est dressée. Elle apprend à dire « merci » en recevant la leçon du marché, à confondre la dignité avec la docilité. Tout ce qui autrefois relevait du débat démocratique, l'école, la santé, le logement, la monnaie, est désormais soustrait à la discussion. Ce n'est plus du ressort des citoyens : c'est affaire de « mécanismes ».

Pourtant, quelque chose résiste encore. Dans les marchés, dans les coopératives rurales, dans les chorales d'écoles où l'on chante malgré tout, persiste une mémoire du collectif. Une forme d'obstination argentine, douce et rageuse, qui refuse d'être entièrement dissoute dans les équations du FMI. Cette résistance ne se dit pas en slogans ; elle se murmure, elle se bricole. Ce sont des gestes simples : partager un repas, tenir une librairie de quartier, maintenir un dispensaire. Ce sont des micro-souverainetés que le pouvoir ignore, mais qui maintiennent la société vivante.

Le paradoxe terminal de Milei est là : il a libéré le pays de son État, mais il ne lui a rien rendu en échange. Il a prêché la liberté, mais supprimé les conditions pour qu'elle existe. Ce qu'il appelle

émancipation est une dépossession ; ce qu'il appelle courage est une fatigue. La liberté qu'il promet n'est plus un horizon, c'est une solitude. Et le pays, en la suivant, découvre que l'on peut mourir de trop vouloir être libre quand on n'a plus les moyens de l'être.

8. La pauvreté comme architecture du futur : l'Argentine comme modèle exportable d'un nouvel ordre post-politique

Ce qui se déroule aujourd'hui en Argentine n'est pas une simple crise nationale : c'est une projection du futur. Le pays tout entier sert de matrice à une vision du monde où la pauvreté n'est plus un accident à corriger, mais une structure à gérer, un équilibre à maintenir. Dans cette perspective, la misère n'est pas honteuse : elle devient fonctionnelle. Elle stabilise le système, elle discipline les masses, elle garantit la docilité. Ce que les théoriciens du néolibéralisme avaient esquissé sur le papier, un ordre social fondé sur la rareté et la compétition, trouve ici son incarnation la plus nue.

L'Argentine est un prototype, un territoire-test pour une idéologie qui n'a plus besoin de guerre pour s'imposer. Il suffit d'une dette, d'un traité, d'un taux directeur pour plier un pays. L'empire n'a plus besoin de conquérir, il se contente de prêter. Là où autrefois la domination passait par des uniformes et des bases militaires, elle passe désormais par des tableurs. La monnaie remplace la force, et la dette devient le nouveau drapeau. En transformant Buenos Aires en vitrine docile, les États-Unis montrent qu'il est possible de gouverner sans occuper, de soumettre sans envahir, d'obtenir la loyauté sans promesse de prospérité.

Dans ce dispositif, la pauvreté agit comme ciment. Elle relie sans unifier, maintient sans élever. Elle remplit la fonction qu'avaient autrefois les murs d'une forteresse : empêcher le mouvement. Car un peuple trop fatigué pour marcher est un peuple stable. L'Argentine, autrefois théâtre de révoltes cycliques, s'est tue. Non par adhésion, mais par épuisement. Les familles vendent leur bétail, ferment leurs commerces, apprennent à vivre dans l'informel. Les jeunes, eux, partent. Le pays se vide lentement de son avenir, comme une maison dont on démonte les fenêtres une à une.

Ce modèle, celui du « protectorat heureux », est d'autant plus dangereux qu'il est exportable. On le regarde déjà ailleurs, on en loue la rigueur, la transparence, la prévisibilité. À Washington, on parle de « réussite structurelle ». À Bruxelles, on salue la « résilience ». Mais ce langage dissimule mal la réalité : la pauvreté argentine est un produit d'exportation. Elle prouve qu'on peut maintenir l'ordre sans redistribuer, équilibrer sans développer, gouverner sans gouvernance. C'est une réussite aux yeux des institutions financières, un désastre pour ceux qui vivent dedans.

Et pourtant, au milieu de cette grande résignation, quelque chose demeure : une forme de dignité muette, une obstination douce qui refuse de mourir. On la sent dans les coopératives, dans les écoles de campagne, dans les petits marchés de province. Les Argentins continuent à parler haut, à débattre, à rêver. Même réduits à l'impuissance, ils n'ont pas renoncé à la mémoire d'une autre idée du pays, celle d'un peuple capable de penser et d'agir par lui-même. Cette mémoire, infime mais tenace, traverse le désastre comme un fil d'or.

L'Argentine d'aujourd'hui n'est plus un État en crise : c'est un miroir tendu au reste du monde. Elle montre ce que devient un pays quand la politique abdique devant l'économie, quand la morale se confond

avec la gestion, quand la liberté se réduit à survivre. Elle rappelle que la pauvreté n'est jamais seulement une question de revenus : c'est une forme d'ordre. Et dans ce nouvel ordre mondial qui se dessine, Buenos Aires joue malgré elle le rôle du prophète inversé, celui qui, en croyant annoncer le salut, révèle à tous la forme du malheur qui vient.



L'immortelle Mafalda, du regretté Quino (1932-2020)



La guerre du soja : anatomie d'une graine

Comment le soja, entre Chine, États-Unis et Brésil, est devenu le nerf caché du commerce mondial

François Vadrot, 11 octobre 2025

Derrière la guerre des tarifs et la rhétorique écologique, le soja est en train de prendre la place du pétrole comme indicateur de puissance. Standardisé, subventionné, calculé, il relie aujourd'hui la finance à la terre et l'intelligence artificielle à la logistique. La « guerre du soja » n'oppose pas des blocs, elle administre un équilibre, celui d'un monde qui se nourrit autant de données que de protéines.

Le soja n'est pas une culture nouvelle, mais il a pris en quelques décennies une place centrale dans l'économie mondiale. Il nourrit les animaux, alimente les biocarburants et sert de base à une large gamme de produits industriels et alimentaires. Facile à stocker, à transformer et à standardiser, il est devenu une matière stratégique : une ressource à la fois biologique et financière, inscrite dans les circuits logistiques du commerce global.

Son essor s'explique par trois transitions simultanées.

- La première est alimentaire : dans les pays riches, la consommation de viande diminue, tandis que dans les pays émergents elle devient plus coûteuse. Dans les deux cas, la demande de protéines végétales progresse.
- La deuxième est énergétique : l'huile de soja, utilisée pour les biocarburants, relie agriculture et industrie, offrant une alternative « verte » au pétrole.
- La troisième est géographique : la production se concentre dans les Amériques, tandis que la consommation se polarise en Asie, surtout en Chine.

Cette architecture crée une interdépendance mondiale : quelques régions cultivent, d'autres transforment, toutes dépendent des mêmes flux.

1. Le triangle du soja : États-Unis, Chine, Brésil

Au cours de la campagne 2024-2025, la planète a produit environ 400 millions de tonnes de soja, contre 150 millions en 1990 et moins de 30 millions en 1960 : une multiplication par treize en soixante ans. La production est concentrée sur le continent américain : 160 millions de

tonnes au Brésil, 115 millions aux États-Unis et 50 millions en Argentine. Ces trois pays assurent à eux seuls près de 85 % de l'offre mondiale.

Si l'on considère non seulement la production, mais le fonctionnement du marché, le soja repose sur un triangle économique et politique : États-Unis, Chine et Brésil.

L'Argentine, désormais sous tutelle usaméricaine, joue un rôle secondaire, comme nous l'avons traité dans l'article précédent.

Les États-Unis, longtemps le plus grand producteur et exportateur, ont été les architectes du système : ils ont imposé leurs normes, leurs contrats et leur bourse de référence, le CBOT (Chicago Board of Trade, alias Bourse de commerce de Chicago), où se fixent encore les prix mondiaux. Aujourd'hui, leur influence tient moins à la production qu'à la maîtrise du langage économique : fret, assurance, crédit et couverture des risques sont toujours libellés en dollars.

Mais, depuis 2018, la Chine a inversé la hiérarchie. En suspendant ses achats de soja américain, elle a provoqué une crise intérieure aux États-Unis et démontré que le client pouvait devenir l'arbitre. En 2025, Beijing a de nouveau utilisé ce levier : suspension de licences d'importation pour plusieurs firmes américaines, ralentissement volontaire des commandes et redirection des flux vers le Brésil et l'Asie du Sud-Est. Les prix mondiaux ont aussitôt chuté.

Le Vietnam occupe une place nouvelle dans cette configuration. Ses ports servent de relais logistique pour les cargaisons brésiliennes ou américaines redirigées vers la Chine. Certains observateurs soupçonnent même Beijing d'utiliser le Vietnam comme zone de transit, achetant indirectement du soja américain à bas prix sans rompre officiellement avec Washington. C'est un jeu d'équilibriste : la Chine baisse les cours par la pression politique, puis profite du marché par des canaux détournés.

Le Brésil, de son côté, est devenu premier producteur mondial en 2020-2021 et le premier exportateur l'année suivante, profitant notamment des

tensions commerciales entre Washington et Pékin. Son avantage repose sur des terres abondantes et un coût de production compétitif, mais au prix d'une dépendance croissante : dépendance à la Chine, à la finance internationale et à la monoculture. La déforestation amazonienne, liée à cette expansion, rend cette prospérité fragile.

2. Du pétrodollar au soyadollar

Le soja prolonge la logique du pétrole, mais à l'envers.

Le système du pétrodollar, né dans les années 1970, reposait sur la rareté : le pétrole du Golfe s'échangeait exclusivement en dollars, en contrepartie d'une protection militaire américaine. Washington finançait ainsi son déficit avec la monnaie qu'il émettait pour acheter l'énergie.

Le soyadollar, lui, repose sur l'abondance plutôt que sur la rareté. Le soja ne pousse pas partout, mais sa production est suffisamment concentrée et stable pour alimenter un marché mondial continu. Ce marché reste arrimé aux États-Unis : contrats libellés en dollars, assurances maritimes américaines, marchés à terme à Chicago. Le pouvoir américain n'est plus celui de la matière, mais celui de la norme qui la fait circuler.

La Chine, malgré son poids, ne peut pas encore imposer sa monnaie dans les échanges. Le yuan n'est pas totalement convertible, les contrats de référence restent indexés sur le CBOT, et les grands négociants (Cargill, ADM, Bunge, Louis Dreyfus) opèrent via les banques américaines. Beijing avance donc par contournement : paiements bilatéraux en monnaies locales, système CIPS (équivalent chinois du SWIFT), et bourses agricoles régionales à Dalian ou Shanghai. Son objectif n'est pas de remplacer le dollar, mais de lui retirer son exclusivité.

Le soyadollar devient ainsi une monnaie parmi d'autres, dominante, mais qui n'est plus unique.

3. La guerre silencieuse : abondance contre souveraineté

La mondialisation agricole ne connaît plus de guerres de conquête, mais une guerre d'équilibres.

Les États-Unis manipulent la surproduction comme instrument d'influence : ils peuvent inonder les marchés pour faire baisser les cours, ou restreindre les exportations pour provoquer une tension sur les prix. La Chine, inversement, sécurise ses approvisionnements : elle finance ports, routes et entrepôts dans les pays producteurs, tout en diversifiant ses sources. Le Brésil fournit la matière, le Vietnam sert de passerelle, et les deux puissances s'observent à travers la graine.

Les crises climatiques amplifient ces tensions. La sécheresse dans le Midwest, la déforestation en Amazonie ou les inondations en Asie du Sud-Est perturbent la production. La volatilité profite aux acteurs financiers, qui transforment la graine en actif spéculatif. Plus le climat devient instable, plus la finance consolide sa place d'arbitre.

Personne ne « possède » le soja. Mais chacun tente de le piloter : Washington par les contrats, Beijing par les routes, Brasilia par les terres. Cette rivalité ne produit ni vainqueur ni rupture, seulement un état d'interdépendance où la stabilité dépend de la circulation elle-même.

4. Le soja comme champ d'inférence

La Chine représente environ 60 % des importations mondiales de soja, soit près de 100 millions de tonnes par an. Ce volume fait d'elle l'acteur qui dicte le tempo du marché. Lorsqu'elle suspend ses achats, comme en 2018 ou 2025, les prix s'effondrent et les producteurs américains doivent être soutenus par l'État. Lorsqu'elle les redirige vers le Brésil ou le Vietnam, les routes maritimes se réorganisent en quelques semaines.

Cette agilité repose sur la logistique et la donnée. Beijing a investi dans une infrastructure numérique qui relie ports, entrepôts et corridors ferroviaires à des systèmes d'intelligence artificielle. Ces outils permettent de suivre les flux en temps réel, de prévoir les goulets d'étranglement, d'optimiser les cargaisons et de redessiner les routes selon les besoins. C'est la traduction matérielle de ce que nous appelions, dans *Entraîner ou inférer : l'intelligence artificielle révèle deux mondes*, la gouvernance d'inférence : non pas planifier à partir de modèles, mais agir à partir des signaux, savoir capter, décider, et corriger immédiatement.

Le pouvoir ne tient plus à la possession de la ressource, mais à la capacité d'en régler les flux. La Chine l'exerce par la logistique : chaque commande, chaque suspension, chaque détour via le Vietnam devient un signal politique. Dans un marché d'abondance, la rareté ne crée plus la puissance. C'est la vitesse d'ajustement qui gouverne. L'intelligence artificielle rend cette orchestration permanente et discrète, transformant la domination en logistique.

5. Épilogue : Le pouvoir du grain

La graine de soja structure aujourd'hui la géopolitique mondiale. Elle relie la terre à la monnaie, le climat à la finance, l'agriculture à la donnée, la logistique à l'intelligence artificielle. Les États-Unis en produisent la norme,

la Chine en maîtrise la circulation, et le reste du monde ajuste ses dépendances.

Le soja incarne un type de pouvoir nouveau : celui de l'équilibre dirigé. Il ne fonde pas une hégémonie, mais un réseau d'interdépendances où chaque acteur cherche à garantir sa sécurité sans rompre le flux. La matière vivante devient le langage commun d'un monde post-industriel.

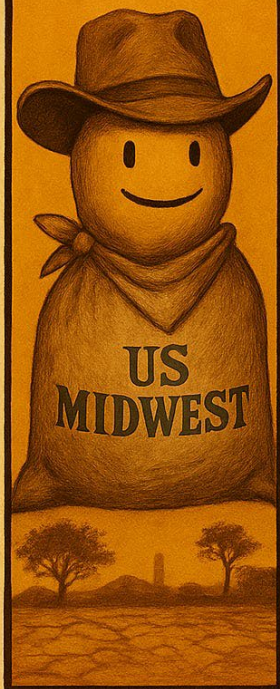
Regarder une graine, c'est comprendre comment fonctionne désormais la planète : un système qui ne vise plus la conquête ni la croissance, mais la gestion continue de ses propres circulations. Le grain que nous avons utilisé comme métaphore de la jonction entre le biologique et le calcul dans *Du grain dans le cerveau* est ici devenu concret : il pense, digère et régule à la fois.



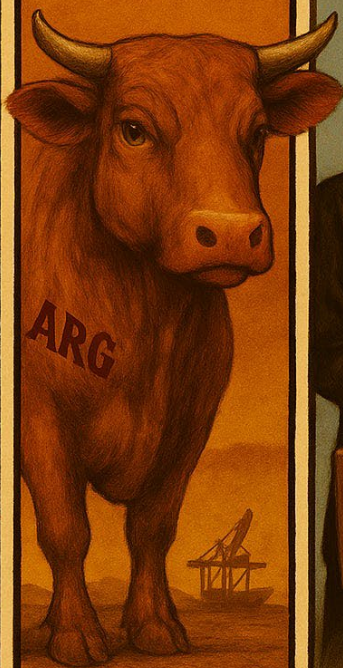
-Ah, ce que c'est que l'progress... Regarde fiston, la récolte, sans bestioles ni mauvaises herbes

-Bizarre que le patron ne vienne jamais, non, papa ?

LE SOJA



LE BŒUF



LE FMI



LA GRAINE, LA BÊTE ET LA DETTE

UN WESTERN ALIMENTAIRE

La graine, la bête et la dette

L'Argentine, son soja, sa viande et sa dette dans le nouvel ordre alimentaire mondial

François Vadrot, Fausto Giudice et Luis Casado, 11/11/2025

Table des matières

1. Introduction. La sécurité par la faim
2. Un équilibre sous tutelle
3. Le reflux du soja avant l'armistice
4. L'armistice de Séoul : stabilisation mondiale, fragilité locale
5. Le soja devient une denrée intérieure
6. La viande s'exporte, les prix s'envolent
7. Un circuit mondial dissymétrique
8. Conclusion. Un pays ajusté par son alimentation

1. Introduction. La sécurité par la faim

Il y a un mois, nous décrivions l'Argentine comme devenant un laboratoire de la pauvreté sous tutelle américaine : un pays maintenu à flot par les prêts du Trésor et les injonctions du FMI, exportant sa nourriture pour défendre sa monnaie. Depuis, l'angle s'est élargi. L'armistice économique entre les États-Unis et la Chine, signé à Séoul le 30 octobre, a indirectement conforté Buenos Aires dans une zone d'influence croisée, où la rivalité des puissances se transforme en coopération de dépendance.

Désormais, l'Argentine n'a plus vocation à être seulement un satellite américain ; elle devient un carrefour de sécurité alimentaire mondiale. Les États-Unis y sécurisent leur approvisionnement en viande et l'accès à un marché financier arrimé au dollar. La Chine y garantit ses achats de soja et de bœuf à bas prix, tout en maintenant ouverte sa ligne de crédit en yuans. Et le FMI veille à ce que cette mécanique reste solvable.

Sous couvert d'équilibre, une hiérarchie se met en place : la sécurité alimentaire des uns se construit sur la privation organisée des autres.

Dans ce système, l'Argentine ne choisit plus entre Washington et Pékin, elle sert les deux. Ses récoltes financent sa dette, ses exportations stabilisent les devises étrangères, et sa population ajuste son régime pour maintenir la balance commerciale. Ce modèle illustre la fusion des sphères d'influence et de sécurité, non plus sur le plan militaire mais sur celui des besoins vitaux. La faim devient l'équivalent pacifique de la dissuasion : un instrument de stabilité mondiale par la dépendance. C'est cette architecture invisible, où la graine, la bête et la dette s'équilibrent à l'échelle planétaire, que cet article explore.

2. Un équilibre sous tutelle

Depuis le printemps 2025, l'économie argentine ne tient plus que par un système de perfusion financière à trois têtes : le Fonds monétaire international (FMI), le Trésor américain et la Banque populaire de Chine. Le dispositif n'a pas pour objectif d'assurer la croissance, mais d'éviter l'effondrement du peso et un défaut de paiement qui fragiliserait tout le continent. L'Argentine ne vit donc pas une relance, mais une mise sous assistance respiratoire.

Le pilier du FMI

Le 12 avril 2025, le FMI a approuvé un accord élargi de 20 milliards USD sur quatre ans, après plusieurs mois de négociations autour des conditions de remboursement du précédent programme. Douze milliards ont été versés immédiatement, avec une contrepartie explicite : réduction des subventions à l'énergie, limitation de l'indexation salariale et libéralisation accélérée des exportations agricoles. Chaque trimestre, une « revue » conjointe fixe les décaissements suivants. Ce mécanisme reproduit la logique des années 1990 : un prêt destiné à maintenir le paiement des intérêts plutôt qu'à relancer l'économie réelle. Dans les faits, l'Argentine s'endette pour payer sa dette, et le FMI transforme la stabilité du peso en critère de conformité budgétaire.

Le soutien américain

Au cœur de l'été, le Trésor des États-Unis a mis en place un filet de garantie financière complémentaire, présenté officiellement comme un geste de confiance. Ce dispositif combine un swap de devises (jusqu'à 20 milliards USD) et un mécanisme de prêts privés garantis pouvant porter le total à 40 milliards. En pratique, Washington n'injecte pas de dollars frais : il fournit une assurance aux investisseurs privés pour éviter la fuite de capitaux et maintenir les paiements en dollars. Ce système, proche de ceux déjà utilisés pour l'Ukraine ou la Turquie, fait de l'économie argentine une extension de la sphère financière américaine : la stabilité monétaire locale devient une condition de stabilité du dollar dans la région. Les contreparties sont implicites : ouverture totale du commerce agricole, alignement diplomatique et priorité donnée aux sociétés agro-industrielles nord-américaines sur les nouveaux marchés d'exportation.

Le relais chinois

La Banque populaire de Chine (PBOC) joue un rôle différent. Sa ligne de swap de 130 milliards de yuans (environ 16 milliards €) a été renouvelée début 2025 pour permettre à Buenos Aires de régler une partie de ses importations stratégiques sans passer par le dollar. Ces fonds servent notamment à payer les engrais, les équipements industriels et certaines dettes envers le FMI. Ce mécanisme donne à Beijing un levier discret : la Chine devient à la fois fournisseur industriel, créancier et client agricole. Elle contrôle la respiration matérielle du pays, là où le FMI et Washington contrôlent sa respiration financière.

Trois tutelles, un même résultat

En apparence, ces trois lignes de soutien évitent la crise de liquidités. En réalité, elles déplacent la dépendance : l'Argentine n'est plus menacée par le défaut, mais par l'épuisement de ses marges de décision. Le FMI encadre la politique budgétaire, le Trésor américain surveille la politique monétaire et la PBOC influence les importations et les exportations stratégiques. L'État conserve le drapeau, mais plus la manette. Chaque prêt est adossé à la promesse de nouvelles exportations agricoles, ce qui revient à indexer la solvabilité du pays sur ses récoltes. Le peso ne vaut plus par la confiance intérieure, mais par le volume de soja et de viande qu'il permettra d'expédier vers l'extérieur.

3. Le reflux du soja avant l'armistice

Une dépendance construite sur la graine

Depuis vingt ans, le soja est devenu la colonne vertébrale de l'économie argentine. Il couvre plus de 40 % des terres cultivées et représente près du tiers des recettes d'exportation. L'Argentine n'est pas le premier producteur mondial, le Brésil la devance, mais elle reste un acteur clé pour les marchés asiatiques, notamment grâce à sa capacité à transformer la graine en huile et en tourteaux. Cette spécialisation a créé une dépendance structurelle : les excédents de soja servent à financer les importations d'énergie, d'automobiles et de produits manufacturés. La stabilité macroéconomique repose donc sur une plante dont le prix se fixe à l'étranger, à Chicago pour le marché mondial, ou à Dalian, siège de la Bourse chinoise des matières premières agricoles.

Un ralentissement venu de Chine

Depuis 2024, la demande chinoise de soja sud-américain s'est progressivement contractée, au profit d'achats directs aux États-Unis. Les raisons sont essentiellement logistiques et économiques, mais aussi politiques. D'abord, la normalisation commerciale entre Washington et Beijing a réduit les surtaxes héritées de la guerre tarifaire, rendant le soja américain plus compétitif. Ensuite, les cargaisons venues du Midwest offrent une régularité de qualité et des délais plus courts grâce au réseau fluvial du Mississippi et aux ports du Golfe du Mexique. Enfin, la Chine cherche à diversifier ses approvisionnements pour limiter les risques liés à la dépendance au soja brésilien, dont les coûts et la logistique ont été fragilisés par la sécheresse et la congestion portuaire.

Après avoir suspendu la majorité de ses importations pendant l'été 2025, Beijing a repris ses achats de soja américain à la fin d'octobre, immédiatement après les négociations de Kuala Lumpur, officialisées le 30 du mois, lors de l'armistice économique de Séoul. Selon les premières données publiées par la *China Customs Administration* et relayées par la presse chinoise, plusieurs cargaisons en provenance des ports du Golfe ont été enregistrées dès la première semaine de novembre. Si cette tendance se confirme, la part du soja américain dans les importations chinoises pourrait dépasser les deux tiers du total d'ici la fin du trimestre. Pour les exportateurs argentins et brésiliens, ce retournement soudain annonce un recul durable de leurs parts de marché.

Le choc à Rosario

Pour l'Argentine, ce réalignement a des effets immédiats. Le port argentin de Rosario, au confluent du Paraná et du fleuve Paraguay, concentre 80 % du commerce de soja du pays. Les maisons de négoce internationales, Cargill, Dreyfus, Bunge, Nidera, y contrôlent la transformation et la fixation des prix. Depuis mai 2025, les contrats à terme enregistrent une baisse continue : de 545 USD la tonne à moins de 490 USD en octobre, soit une chute d'environ 10 %. Les producteurs stockent leur récolte dans des silos-bulles en attendant une reprise, mais leurs dettes bancaires les obligent à liquider une partie à perte. Le recul des marges, combiné à la hausse du coût des intrants (engrais, diesel, crédit), aggrave la fracture entre grandes exploitations exportatrices et petites fermes locales, déjà éprouvées par la sécheresse de 2023-2024.

L'économie interne étouffée

La baisse des recettes d'exportation prive l'État de devises et renforce la pression du FMI pour accroître les volumes vendus. Mais exporter plus quand les prix mondiaux baissent revient à s'appauvrir plus vite. Le gouvernement encourage alors la transformation locale du soja : une politique présentée comme industrielle, mais qui vise surtout à écouler les stocks. Les huileries tournent à plein régime, produisant de l'huile pour la consommation intérieure et des tourteaux pour l'élevage. Ce surplus finit par pénétrer le marché domestique : les protéines de soja apparaissent dans les cantines scolaires, les programmes sociaux et la restauration collective. Le phénomène traduit une mutation silencieuse : le soja, jadis symbole d'exportation et de prospérité, devient une ressource de subsistance.

Un modèle de spécialisation vulnérable

Le reflux du soja met à nu la fragilité d'une économie fondée sur la monoculture et la dette en devises. Depuis deux décennies, chaque gouvernement a compté sur la graine pour équilibrer la balance extérieure tout en différant la diversification industrielle. La chute des cours agit comme un révélateur : ce n'est pas la demande chinoise qui disparaît, mais la capacité de l'Argentine à en vivre. Le pays vend une matière première sans maîtriser ni son prix ni sa destination finale, et dépend de ses clients pour valoriser sa propre monnaie. Ainsi, au moment même où la Chine et les États-Unis s'apprêtaient à sceller leur trêve économique, l'Argentine était déjà reléguée au rôle d'intermédiaire sans marge, contrainte de transformer sa récolte en alimentation d'urgence pour son propre marché.

4. L'armistice de Séoul : stabilisation mondiale, fragilité locale

Une trêve négociée dans l'urgence

Les 24 et 25 octobre 2025, des négociations discrètes à Kuala Lumpur ont préparé la rencontre bilatérale entre Donald Trump et Xi Jinping, officialisée le 30 octobre à Séoul, en marge du sommet de l'APEC. Cet épisode marque la fin d'un long cycle de tensions commerciales et monétaires entre les deux puissances. Depuis le début de l'année, la croissance chinoise ralentissait sous l'effet du repli des exportations vers les marchés occidentaux, tandis que les États-Unis affrontaient une récession agricole et industrielle liée à la hausse des taux d'intérêt et à la dégradation des infrastructures rurales. Chacun avait besoin d'une accalmie : la Chine pour stabiliser ses prix alimentaires, Washington pour redonner un débouché à ses surplus de soja et de maïs.

L'armistice de Séoul a donc scellé une pause tactique : Beijing a repris ses importations de soja américain, suspendues depuis le printemps, et Washington a gelé de nouvelles taxes douanières sur les produits chinois. Ce compromis s'inscrit dans la logique de ce que les diplomates appellent désormais une cohabitation économique régulée : les États-Unis maintiennent la suprématie du dollar et la Chine la maîtrise des chaînes d'approvisionnement. Mais l'équilibre global trouvé à Séoul a eu pour effet de déplacer la crise vers le Sud, plutôt que de la résoudre.

Les États-Unis : exporter pour sauver les fermes

Pour les États-Unis, l'accord représente une bouffée d'oxygène. En 2025, les faillites agricoles ont doublé par rapport à 2024 : 93 exploitations se sont placées sous le régime du *Chapitre 12 du Code des*

faillites au deuxième trimestre 2025, contre 47 à la fin de 2024. Les prix du maïs ont chuté de 50 % depuis 2022, ceux du soja de 40 %. Les exploitants du Midwest, étranglés par la dette et les coûts des intrants, survivent grâce aux subventions fédérales, qui représentent désormais les trois quarts de leurs revenus annuels. Trump envisage un plan de sauvetage de 10 à 14 milliards USD pour éviter une vague de liquidations. Dans ce contexte, la reprise des importations chinoises agit comme une soupape politique autant qu'économique : elle garantit un débouché à la récolte 2025 et redonne du souffle au secteur agro-industriel américain.

Mais cette stabilisation apparente a un prix : les États-Unis exportent à perte, soutenus par la création monétaire et les aides publiques. Leur modèle repose sur la dette : ils vendent du soja subventionné en échange de liquidités immédiates, tout en repoussant la facture sur les finances publiques. Cette logique permet de maintenir l'emploi rural, mais pas la rentabilité du système. Autrement dit, Washington gagne du temps, mais pas de la compétitivité.

La Chine : sécuriser l'approvisionnement, ne pas dépendre

Du côté chinois, la motivation est inverse. Beijing cherche à garantir la sécurité alimentaire de ses 1,4 milliard d'habitants dans un contexte de forte urbanisation et de pression sur les terres cultivables. Le pays importe chaque année environ 100 millions de tonnes de soja, principalement destinées à l'alimentation animale. La reprise des achats américains n'est donc pas un geste diplomatique, mais une mesure de stabilisation interne : elle permet d'éviter une flambée des prix des viandes porcines et avicoles, hautement sensibles pour la population urbaine. En parallèle, la Chine poursuit sa stratégie de diversification : elle continue d'acheter de la viande argentine (environ

600 000 tonnes en 2025, soit près de 60 % des exportations du pays) et développe ses propres filières d'huile de soja et de tourteaux.

La hiérarchie du système s'en trouve clarifiée : les États-Unis fournissent le soja brut, payé en dollars ; la Chine transforme et consomme ; l'Argentine reste en périphérie, fournissant la viande et les dérivés.

L'Amérique du Sud : le maillon d'ajustement

Pour l'Amérique du Sud, l'armistice de Séoul a l'effet d'un choc différé. La reprise du commerce agricole entre Washington et Beijing réduit mécaniquement la demande pour les producteurs argentins et brésiliens. Les cours mondiaux se tassent, et les contrats à long terme avec la Chine sont renégociés à la baisse. Les maisons de négoce, anticipant la baisse de la demande, ralentissent les achats de soja dans les zones de production et redéploient leurs flux vers les marchés régionaux. Les producteurs argentins, déjà surendettés, perdent leurs marges et se retrouvent contraints de liquider leurs stocks sur le marché intérieur, à prix réduit.

Ce glissement se traduit par un paradoxe : alors que la trêve commerciale est présentée comme un facteur de stabilité mondiale, elle aggrave la fragilité des économies qui en dépendent. La Chine et les États-Unis en sortent temporairement renforcés, mais l'Argentine, le Brésil et le Paraguay voient leurs revenus agricoles se contracter dans un contexte d'endettement croissant.

Un effet d'équilibre apparent

L'armistice de Séoul a permis d'éviter une guerre commerciale ouverte entre les deux plus grandes puissances, mais il n'a pas rétabli d'équilibre durable. Il a simplement déplacé le centre de gravité : la

paix des géants économiques se traduit par la tension accrue des périphéries. Pour Washington et Pékin, l'accord est un compromis tactique ; pour Buenos Aires, une contrainte supplémentaire. La stabilité mondiale repose désormais sur un transfert silencieux : le Nord consomme ce que le Sud doit produire à crédit.

5. Le soja devient une denrée intérieure

Du produit d'exportation au stock encombrant

Lorsque la Chine a repris ses achats de soja américain à la fin d'octobre, les entrepôts argentins étaient déjà saturés. La récolte 2025, estimée à 51 millions de tonnes, n'a trouvé ni ses débouchés traditionnels ni les prix nécessaires pour équilibrer les coûts de production. Les ports argentins de Rosario, San Lorenzo et Bahía Blanca ont ralenti leurs expéditions, tandis que les sociétés de négoce internationales réduisaient leurs achats sur place. Les producteurs, pris en étau entre des dettes bancaires en dollars et des prix mondiaux en baisse, ont dû écouler localement ce qu'ils ne pouvaient plus exporter. Le soja, jadis symbole de devise et d'ouverture, est ainsi devenu une matière première encombrante qu'il fallait valoriser à l'intérieur des frontières.

Les huileries à plein régime

Face à cette situation, le gouvernement a encouragé la transformation locale. Les grandes huileries de la région de Rosario ont tourné à plein régime pour extraire l'huile et produire des tourteaux destinés à l'élevage. Les chiffres du ministère de l'Agriculture indiquent qu'en 2025, près de 60 % de la récolte a été transformée sur place, contre 45 % en 2023. Cette industrialisation partielle est présentée comme un

signe d'autonomie, mais elle répond avant tout à une nécessité d'écoulement. Les entreprises locales vendent leurs sous-produits à bas prix au marché intérieur, notamment aux fabricants d'aliments pour animaux et aux chaînes de distribution d'huile de cuisson. Dans un pays où l'inflation dépasse 200 % par an, ces produits restent parmi les rares denrées dont le prix relatif baisse.

Le soja dans l'assiette

Cette disponibilité accrue a modifié la composition de l'alimentation populaire. Les protéines texturées de soja se sont imposées dans les programmes d'aide alimentaire et les cantines scolaires. Le ministère du Développement social en distribue environ 80 000 tonnes par an, soit quatre fois plus qu'en 2022. Les ONG et les réseaux paroissiaux en utilisent pour compléter les repas communautaires, souvent en remplacement de la viande hachée. Dans les supermarchés, les ventes de « milanesas de soja », escalopes végétales frites, ont doublé depuis le début de l'année, portées par la hausse du prix du bœuf. Les familles urbaines qui consommaient encore de la viande plusieurs fois par semaine se tournent désormais vers ces substituts, moins coûteux mais aussi moins nutritifs.

Ce glissement n'est pas marginal : il modifie les pratiques alimentaires d'un pays qui se définissait historiquement par sa culture carnée. La « viande du pauvre » d'autrefois, coupes de deuxième catégorie ou abats, devient inabordable, remplacée par une « protéine du pauvre » issue de la même graine qui, hier, servait à nourrir le bétail destiné à l'exportation.

Un cercle économique fermé

Sur le plan macroéconomique, ce recyclage du soja illustre un paradoxe. Les mêmes volumes qui faisaient autrefois rentrer des dollars dans les caisses publiques circulent désormais dans l'économie intérieure sans créer de devises. La valeur ajoutée reste faible, et l'excédent commercial se contracte malgré la stabilité des volumes produits. L'État subventionne indirectement la transformation locale en laissant les producteurs déduire leurs pertes fiscales. Ce mécanisme maintient une activité minimale, mais au prix d'une désintégration de la rentabilité agricole : les marges des exploitations moyennes tombent sous 5 %, un seuil critique pour un secteur historiquement exportateur.

Conséquences sociales

L'essor du soja dans la consommation intérieure a d'abord été interprété comme un signe de résilience, avant de devenir un indicateur de précarité. Les enquêtes de l'Institut national de la statistique et du recensement (INDEC) montrent une hausse de la consommation de protéines végétales de près de 15 % depuis 2022, tandis que celle de viande rouge a reculé de plus de 20 % sur la même période. Les nutritionnistes alertent sur les carences en fer et en zinc dans les ménages à bas revenus. Dans les provinces du nord, certaines écoles remplacent désormais la viande par du soja quatre jours sur cinq. L'État subventionne ces repas, alors que leur coût reste dérisoire : moins de 60 centimes d'euro par portion, contre près de 2 € pour un plat de viande.

Le soja a cessé d'être un produit d'exportation : il est devenu le socle d'une économie de survie. Le pays qui vendait sa graine pour acheter de la viande vend désormais sa viande pour manger sa graine.

6. La viande s'exporte, les prix s'envolent

Les États-Unis : une production en recul...

Depuis 2023, la production de viande bovine américaine est en déclin. Les sécheresses répétées dans les États du Midwest et des Grandes Plaines ont réduit les pâturages et poussé de nombreux éleveurs à abattre prématurément leurs troupeaux. Le coût de l'alimentation animale, maïs, soja, foin, a explosé avec la hausse de l'énergie et la volatilité du marché des engrais, directement affecté par les sanctions contre la Russie, grand exportateur mondial d'ammoniac, d'urée et de potasse. Ces mesures, bien que ne visant pas officiellement les produits agricoles, ont désorganisé les flux commerciaux : restrictions bancaires, fret maritime plus coûteux, retards d'assurance. Les prix des engrais ont ainsi doublé, parfois triplé entre 2022 et 2023, renchérissant tout le cycle de production.

Pour les éleveurs américains, nourrir un bovin coûte aujourd'hui presque 40 % de plus qu'avant la guerre en Ukraine, une charge que la plupart des exploitations n'ont pas pu absorber sans réduire leurs troupeaux. Les marges sont devenues trop faibles pour justifier le maintien des cheptels. Résultat : le cheptel bovin américain est tombé à son plus bas niveau depuis les années 1960, selon l'USDA (le ministère américain de l'Agriculture), et les abattoirs tournent à environ 80 % de leur capacité.

Cette contraction s'inscrit dans une crise structurelle de l'agriculture américaine. Comme le rappelait *Fortune* début octobre, 93 exploitations agricoles ont déposé le bilan au deuxième trimestre 2025, contre 47 à la fin de 2024. Le prix du maïs a chuté d'environ 50 % depuis 2022, celui du soja de 40 %, provoquant un effondrement des revenus bruts. L'administration Trump a envisagé un plan d'aide de

10 à 14 milliards USD pour éviter une vague de faillites. Mais ces aides, en maintenant artificiellement l'offre, accentuent la dépendance du secteur aux subventions fédérales. La moitié des fermes américaines fonctionne désormais sous perfusion publique : la dette agricole dépasse 500 milliards USD, un record historique.

... et une dépendance aux importations

Faute d'avoir reconstitué leurs cheptels, les États-Unis importent de plus en plus de viande bovine. Selon l'USDA, les importations nettes ont progressé de 20 % sur un an, principalement en provenance du Brésil, de l'Uruguay et de l'Argentine. Les coupes dites « grilling cuts », steaks, entrecôtes, viande hachée, proviennent de plus en plus d'Amérique du Sud, via les grands groupes JBS, Marfrig et Minerva. Ces sociétés, d'origine brésilienne, ont racheté ou pris le contrôle de plusieurs abattoirs argentins depuis 2022. Elles vendent désormais directement aux chaînes américaines de distribution et de restauration rapide. Cette intégration régionale permet de sécuriser les volumes, mais tire les prix mondiaux vers le haut.

Le paradoxe est que cette viande étrangère, bien qu'importée pour répondre à la demande américaine, reste chère pour le consommateur final. Les coûts de transport et de transformation s'ajoutent à la marge des importateurs. Comme l'a relevé *Fortune* le 21 octobre, le président de l'Association nationale des éleveurs de bovins (National Cattlemen's Beef Association) a dénoncé le « renflouement argentin » (*bailout*) annoncé par Trump, estimant qu'il « ne ferait rien pour faire baisser les prix en magasin ». Autrement dit, les États-Unis stabilisent leur offre de viande grâce à l'importation, mais sans soulager l'inflation alimentaire intérieure.

L'Argentine : exporter sa viande, perdre son marché intérieur

Pour l'Argentine, cette hausse de la demande extérieure a d'abord été une aubaine. Les exportations de bœuf ont dépassé 1 million de tonnes équivalent carcasse en 2025, un record historique. La Chine absorbe environ 60 % de ces volumes, principalement sous forme de viande congelée à faible valeur commerciale. Les États-Unis, redevenus clients depuis 2024, achètent surtout des découpes haut de gamme, payées en dollars, destinées au segment premium. Cette double clientèle garantit des recettes en devises, mais raréfie l'offre sur le marché intérieur. Les prix à la consommation suivent ceux du commerce international : la viande devient un produit d'exportation dont le prix local est fixé en fonction de la demande extérieure.

Les ménages argentins, payés en pesos dévalués, se trouvent exclus du marché qu'ils alimentent. La consommation annuelle de viande par habitant est passée de 55 kg avant 2020 à environ 44 kg en 2025, selon l'INDEC. La substitution est nette : volaille, œufs, légumineuses et soja remplacent le bœuf dans le régime quotidien. Le pays exporte la partie noble de sa production et consomme les dérivés les moins coûteux. Jadis symbole d'abondance et de prospérité collective, la viande redevient un marqueur de statut social. Ce qui était le signe d'une aisance généralisée devient l'indicateur d'une fracture : ceux qui peuvent encore en consommer régulièrement appartiennent à la minorité protégée de l'inflation.

La Chine : la viande populaire du monde

La Chine complète ce circuit mondial en combinant les deux sources : le soja américain pour nourrir ses élevages, et la viande sud-américaine pour son marché domestique. En 2025, ses importations de viande bovine argentine sont estimées à près de 600 000 tonnes, pour une valeur d'environ 3,5 milliards USD. Il s'agit essentiellement de morceaux avant, d'abats, de poitrine et de tendons, moins recherchés sur les marchés occidentaux mais adaptés aux modes de cuisson chinois (plats mijotés, bouillons, raviolis). Ces importations massives répondent à deux logiques : économique, car elles offrent des protéines à bas prix pour les classes urbaines ; culturelle, car elles s'intègrent aux usages culinaires traditionnels.

La Chine ne se fournit pas par nécessité immédiate, mais par stratégie de volume et de diversité : garantir un approvisionnement continu en protéines, quelle que soit la conjoncture mondiale. Les cargaisons en provenance d'Argentine arrivent dans les ports de Tianjin, Shanghai et Guangzhou, puis sont redistribuées à l'intérieur du pays. Cette viande « populaire » d'importation complète la production nationale, qui reste insuffisante pour répondre à la demande d'une population urbaine en expansion.

Un jeu de vases communicants

Ainsi se dessine un système de vases communicants :

- les États-Unis importent la viande qu'ils ne produisent plus ; l'Argentine exporte la viande qu'elle ne peut plus consommer ;
- la Chine absorbe l'essentiel de la production mondiale excédentaire, tout en continuant d'importer du soja américain pour nourrir ses élevages et pour garder un levier politique sur les USA.

Mais cet équilibre n'est qu'un déplacement des déséquilibres : les Américains compensent leur déficit de production par la dette, les Argentins leur déficit budgétaire par la privation, et les Chinois leur dépendance alimentaire par la surproduction industrielle. Le commerce mondial de la viande repose désormais sur la pénurie organisée : un système où chacun stabilise sa position en affaiblissant un peu plus le suivant.

7. Un circuit mondial dissymétrique

Trois économies, trois fonctions vitales

Derrière la géographie des échanges s'impose un système d'équivalences. Les États-Unis, la Chine et l'Argentine n'occupent plus des positions, mais des fonctions dans la chaîne mondiale : les premiers fournissent la monnaie ; la seconde, la production ; la troisième, la matière vivante. Ce triangle relie trois formes de richesse : financière, industrielle et biologique. Mais l'interdépendance qu'il crée n'est pas synonyme d'égalité : chacun dépend de l'autre, mais pas de la même manière. La monnaie américaine reste la clef de voûte du commerce international : tout s'achète ou se vend en dollars. La production chinoise, devenue universelle par sa diversité et son échelle, en est le pendant matériel : elle irrigue toutes les chaînes de valeur, de l'électronique à l'agro-industrie. L'une assure la liquidité du système, l'autre son approvisionnement. Entre les deux, les pays producteurs comme l'Argentine fournissent les calories, mais sans contrôle sur leur prix : leur richesse circule vers l'extérieur sous forme de devises ou de biens, sans jamais revenir sous forme de pouvoir d'achat.

Les États-Unis : la monnaie sans contrepartie

Depuis la fin du système de Bretton Woods, le dollar n'est plus adossé à une valeur matérielle.

Sa force tient à la demande mondiale et à la confiance dans la dette américaine. Lorsqu'ils importent de la viande argentine ou exportent du soja vers la Chine, les États-Unis paient en promesse de richesse future. Le plan de soutien agricole de 10 à 14 milliards USD annoncé par Trump en octobre 2025 illustre ce mécanisme : il est financé par une dette publique qui dépasse 38 000 milliards USD, sans affaiblir pour autant la solvabilité du pays. Le dollar reste nécessaire aux autres ; il circule non parce qu'il est couvert, mais parce qu'il est incontournable. Ainsi, les États-Unis peuvent acheter à crédit la nourriture qu'ils consomment tout en soutenant artificiellement leurs exportations.

La Chine : la production comme monnaie

La Chine finance ses importations agricoles par l'excédent de ses exportations industrielles. Ses biens manufacturés, machines, textiles, véhicules, batteries, servent de monnaie de règlement à l'échelle planétaire. La valeur d'usage remplace la valeur faciale : Beijing paie en travail accumulé. Cette « monnaie productive » lui confère une stabilité interne : elle dépend de sa capacité à produire, non des marchés financiers. La Chine n'impose pas sa devise, mais sa nécessité : nul ne peut se passer de ses produits. Ce faisant, elle ancre son influence dans la matière même du commerce mondial, de la même manière que le dollar structure sa liquidité.

L'Argentine : la matière sans pouvoir d'achat

L'Argentine, troisième angle du triangle, incarne la dépendance intégrale. Elle exporte les protéines dont vivent les deux autres, mais ne conserve ni la monnaie ni la valeur ajoutée. Ses recettes servent à rembourser le FMI, le Trésor américain ou la Banque populaire de Chine, non à améliorer la consommation intérieure. Le pays vit une contradiction permanente : excédentaire en production agricole, déficitaire en alimentation réelle. Les prix domestiques suivent les cours mondiaux fixés en dollars, tandis que les salaires stagnent en pesos. La nourriture y devient un instrument budgétaire plutôt qu'un bien social : on exporte pour stabiliser la monnaie, quitte à affamer la population.

Les flux sans retour

Ce système triangulaire fonctionne comme une boucle sans reflux : les États-Unis paient soja et viande avec des dollars créés par la dette ; la Chine achète ces produits avec les profits de son industrie ; l'Argentine rembourse ses dettes en livrant ses récoltes et ses troupeaux. La valeur circule mais ne repasse jamais par ceux qui la produisent. Les biens chinois n'allègent pas la pauvreté argentine ; les dollars américains n'améliorent pas la productivité du Sud ; la nourriture exportée ne nourrit pas ceux qui la cultivent. La richesse mondiale se ferme sur elle-même, absorbée par les intermédiaires financiers et logistiques qui contrôlent les chaînes d'approvisionnement.

Un équilibre fondé sur la privation

Cet ordre se maintient parce qu'il satisfait, à court terme, les intérêts des puissances qui l'organisent : les États-Unis conservent le privilège du dollar ; la Chine garantit sa sécurité alimentaire ; l'Argentine évite

la faillite immédiate grâce à ses exportations. Mais la stabilité du système dépend de l'instabilité sociale qu'il provoque. Les déséquilibres internes, pauvreté, inflation, sous-alimentation, deviennent la condition de l'équilibre global. La faim n'est plus un accident, mais un instrument de régulation. Comme hier pour l'énergie, le commerce mondial des protéines repose sur une privation organisée : la dette au Nord, la production au centre, la restriction au Sud.

Et cette mécanique abstraite trouve son écho le plus concret dans les rues de Buenos Aires, où la privation cesse d'être une donnée statistique pour devenir une expérience collective. Depuis le début de 2024, les soupes populaires sont un symbole de survie collective en Argentine. La décision du gouvernement Milei de suspendre leur financement a provoqué une vague de manifestations. Les pancartes résument la situation : « On ne joue pas avec la faim des enfants », « L'unique urgence, c'est la faim ». Près de 5 millions d'Argentins dépendent de ces réseaux d'entraide, tandis que sept enfants sur dix sont désormais sous-alimentés.

8. Conclusion. Un pays ajusté par son alimentation

L'austérité par la table

En Argentine, la politique d'ajustement ne se joue plus seulement sur les budgets, mais dans les cuisines. Les coupes dans les subventions à l'énergie et les hausses de taux ont été absorbées depuis longtemps ; la variable désormais mobilisée, c'est la consommation alimentaire. Les ménages dépensent plus de la moitié de leurs revenus pour se nourrir, et ce poste devient l'instrument d'une stabilisation par la contrainte. En 2025, la part des dépenses alimentaires dans le budget des foyers pauvres a dépassé 52 %, contre 36 % en 2017. Autrement dit, l'inflation n'est plus seulement une conséquence de la crise : elle

en est l'outil. La privation individuelle sert à défendre la monnaie nationale et à garantir le remboursement collectif de la dette.

Cette logique d'ajustement silencieux se lit dans les statistiques nutritionnelles : le recul de la viande rouge, la montée des protéines végétales, la substitution du lait par des boissons enrichies, la généralisation des cantines subventionnées. Le pays ajuste sa politique macroéconomique en modifiant son régime alimentaire, un phénomène déjà observé dans d'autres économies sous tutelle du FMI, mais jamais à cette échelle chez un grand producteur agricole.

La souveraineté inversée

L'Argentine incarne aujourd'hui une forme de souveraineté inversée : elle contrôle la production, mais non la destination de ses biens. Sa sécurité alimentaire dépend de la stabilité de ses débouchés extérieurs, non de ses récoltes. Chaque tonne de soja exportée garantit le remboursement d'une échéance au FMI ; chaque cargaison de viande livrée à la Chine ou aux États-Unis soutient le peso sur les marchés. Le pays se maintient grâce à ce qu'il exporte, mais s'appauvrit à mesure qu'il exporte davantage. Ce paradoxe ne résulte pas d'une mauvaise gestion ponctuelle, mais d'une architecture mondiale dans laquelle les pays producteurs financent la stabilité des consommateurs.

L'Argentine n'est pas isolée : le même schéma s'esquisse dans d'autres régions, Afrique de l'Ouest, Asie du Sud-Est, où les denrées stratégiques servent d'actifs de garantie pour l'endettement extérieur. Le soja, comme hier le blé ou le café, devient une monnaie de substitution. Les pays qui le cultivent n'en fixent ni le prix ni l'usage final ; ils se contentent d'en tirer un revenu de survie.

Un modèle global de privation équilibrée

L'équilibre actuel ne repose pas sur l'abondance, mais sur une répartition de la rareté. Les États-Unis gèrent leur endettement par la création monétaire ; la Chine gère sa sécurité alimentaire par la surproduction industrielle ; l'Argentine gère son déficit extérieur par la réduction de sa consommation intérieure. Chacun ajuste son excès ou son manque dans un système où la privation devient un mode de régulation. Le résultat est une forme de stabilité mondiale paradoxale : moins de chocs visibles, mais davantage de dépendances cachées.

Les économistes parlent d'un « équilibre par l'ajustement différentiel » : la faim et la dette y jouent un rôle équivalent, chacune servant de variable d'ajustement à l'autre. Ce modèle pourrait bien se généraliser, car il satisfait aux critères essentiels des grandes puissances : prévisibilité, flux constants, absence de rupture politique. Le désordre alimentaire se transforme ainsi en instrument de gouvernance.

L'abondance comme mémoire

Dans un pays qui fut longtemps associé à la viande, au vin et au blé, la mémoire de l'abondance reste vive. Les Argentins continuent d'exporter des images de *gauchos* et d'*asados*, ces cow-boys de la pampa et leurs grandes grillades collectives, mais la réalité quotidienne a changé : la viande est devenue un luxe hebdomadaire, le soja un aliment de base. Les cuisines populaires de Buenos Aires réinventent la tradition avec les moyens du bord : *milanesas de soja*, *empanadas de lentilles*, sauces épaissies à la farine de tourteaux. Ce n'est pas un drame spectaculaire, mais un glissement lent, une redéfinition de la prospérité à l'échelle biologique. La souveraineté alimentaire, autrefois synonyme d'indépendance, désigne désormais la capacité à s'adapter à la pénurie.

Un miroir du nouvel ordre économique

L'Argentine est devenue le laboratoire d'un ordre mondial fondé sur la circulation contrôlée de la nourriture, comme nous l'avions déjà exposé dans *Argentine : laboratoire de la pauvreté sous tutelle américaine*. Ce texte prolonge également *La guerre du soja : anatomie d'une graine*, où nous décrivions la naissance de cette dépendance systémique : la graine qui nourrit les bêtes, les bêtes qui garantissent la dette. Désormais, ces trois éléments ne sont plus séparés : ils forment un seul mécanisme de stabilisation. Les États-Unis émettent la monnaie, la Chine les biens, l'Argentine les calories. Ensemble, ils entretiennent une économie mondiale où la solvabilité du Nord dépend de la sobriété forcée du Sud. Cet équilibre n'est pas durable, mais il est fonctionnel.

Dans ce cadre verrouillé, la présidence de Javier Milei ne change rien : son libéralisme de rupture se heurte à la mécanique d'une dépendance qu'il ne maîtrise pas. Il gouverne au nom de la liberté des marchés dans un pays dont la monnaie, les prix et la nourriture sont déjà fixés ailleurs.

Tous vos commentaires et remarques sont bienvenus. Nous écrire aux adresses indiquées en dernière page ou sur nos pages de médias dits sociaux



The Glocal Workshop/L'Atelier Glocal/El Taller Glocal
Une initiative commune de...

éditions workshop19, Tunis ♦ **Tlaxcala**, le réseau
international de traducteur-trices pour la diversité
linguistique ♦ **Promosaik** – dialogue entre cultures et
religions ♦ **La Pluma**, site ouèbe non-aligné ♦ **Politika**,
quotidien électronique
...et de nombreux individus associés

Tous nos livres

<https://glocalworkshop.com>



[contact\[at\]glocalworkshop\[dot\]com](mailto:contact[at]glocalworkshop[dot]com) ou [wglocal\[at\]gmail\[dot\]com](mailto:wglocal[at]gmail[dot]com)

Nos Ebooks sont gratuits. Toute contribution est la bienvenue

Faire un don

